

# MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

**Communauté d'universités et établissements de Toulouse (COMUE)**

41 allées Jules Guesde

CS 61321

31013 Toulouse Cedex 6

Tél. : 05.61.14.80.11.



## **Marché public n° 2025-071**

**Evolution des systèmes audiovisuels – Amphithéâtre 3 et Salle Lacroux -  
MRV**

*Procédure adaptée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-7  
du code de la commande publique*

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**(C. C. A. P.)**

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 :	PREAMBULE .....	4
1.1	COMUE de Toulouse .....	4
1.2	Bâtiments.....	5
ARTICLE 2 :	GENERALITES .....	5
2.1	Objet du marché.....	5
2.2	Procédure .....	5
2.3	Allotissement.....	6
2.4	Forme du marché .....	6
2.5	Tranches .....	6
2.6	Prestations supplémentaires éventuelles .....	6
2.7	Variantes.....	6
2.8	Lieux d'exécution .....	6
ARTICLE 3 :	DUREE ET DELAIS .....	7
3.1	Durée du marché .....	7
3.2	Délais d'exécution ou de livraison .....	7
ARTICLE 4 :	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE .....	7
ARTICLE 5 :	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
5.1	Adresse de livraison .....	9
5.2	Stockage, emballage et transport.....	9
5.3	Conditions de livraison .....	9
ARTICLE 6 :	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
6.1	Vérifications quantitatives.....	9
6.2	Vérifications qualitatives .....	9
6.3	Décision après vérifications.....	10
ARTICLE 7 :	GARANTIES DES PRESTATIONS .....	11
ARTICLE 8 :	GARANTIES FINANCIERES.....	11

ARTICLE 9 :	AVANCE .....	11
ARTICLE 10 :	PRIX DU MARCHE .....	11
10.1	Monnaie .....	11
10.2	Taux de TVA .....	11
10.3	Caractéristiques des prix pratiqués .....	11
10.4	Modalités de variations des prix .....	12
ARTICLE 11 :	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	13
11.1	Acomptes et paiements partiels définitifs.....	13
11.2	Présentation des demandes de paiement .....	13
11.3	Délai global de paiement.....	15
ARTICLE 12 :	PENALITES DE RETARD .....	15
ARTICLE 13 :	ASSURANCES .....	15
ARTICLE 14 :	RESILIATION DU MARCHE .....	15
ARTICLE 15 :	DROIT ET LANGUE.....	16
15.1	Différends et litiges.....	16
15.2	Langue.....	16
ARTICLE 16 :	DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	17

## ARTICLE 1 : PREAMBULE

### 1.1 **COMUE de Toulouse**

La Communauté d'universités et établissements de Toulouse (sigle : COMUE) rassemble les principaux établissements d'enseignement supérieur et de recherche de Toulouse et sa région (31 établissements d'enseignement supérieur : 4 universités, 1 institut national universitaire, 18 écoles d'ingénieurs ou écoles spécialisées, 1 centre hospitalier universitaire et 7 organismes de recherche), implantés dans 11 villes sur 8 départements. Son ambition est de s'inscrire au meilleur niveau international aux plans académique et scientifique en favorisant les conditions d'accueil et de vie des étudiants ou chercheurs français et étrangers qui y sont rattachés.

**Site :** [www.univ-toulouse.fr](http://www.univ-toulouse.fr)

**Twitter :** @Univ\_Toulouse

Aux côtés de ses membres, son ambition est d'œuvrer au rayonnement du site universitaire dans son ensemble afin d'inscrire celui-ci au meilleur niveau international aux plans académique et scientifique et en favorisant les conditions d'accueil et de vie des étudiants ou chercheurs français et étrangers qui y sont rattachés.

La COMUE de Toulouse focalise ses compétences sur des missions transversales couvrant tous les domaines de la vie universitaire : formation, relations internationales, recherche et doctorat, valorisation, vie étudiante, coopération documentaire, diffusion de la culture des sciences et des techniques, informatique et immobilier.

Étudier et faire ses recherches dans de bonnes conditions nécessite de répondre à toute une série de préoccupations (se loger, se déplacer, accéder aux offres culturelles et sportives, se prémunir de risques pour sa santé et se soigner, se repérer dans une ville, une région ou un pays qu'on découvre parfois pour la première fois, savoir comment s'impliquer et prendre des initiatives, travailler, obtenir l'autorisation administrative d'étudier en France, savoir comment mener des études avec un handicap etc.)

La COMUE de Toulouse, avec ses membres universitaires et grandes écoles, ont donc souhaité faciliter la vie des étudiants et chercheurs à Toulouse et en Occitanie.

## Chiffres clés 2021 ([Rapport d'activité de la COMUE de Toulouse](#))

+ 100 000 étudiants

+ 17 000 personnels : enseignement, recherche, administration

+ 4 200 doctorants, 788 docteurs diplômés en 2021

+ 7 000 personnels dédiés à la recherche, 143 laboratoires de recherche

1500 accords de coopération avec 110 pays 14 % d'étudiants étrangers

### **1.2 Bâtiments**

La COMUE est répartie sur plusieurs bâtiments à Toulouse et sa périphérie. Elle occupe notamment le bâtiment concerné par ce marché : Maison de la Recherche et de la Valorisation à Toulouse (31400), sur le campus Rangueil-Paul Sabatier (sigle : MRV).

<b>ARTICLE 2 : GENERALITES</b>
--------------------------------

#### **2.1 Objet du marché**

Le présent marché, régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), a pour objet la fourniture, l'installation et la maintenance d'un dispositif complet de vidéoprojection et audio de l'amphithéâtre 3 situé à la MRV et le renouvellement et la maintenance de l'équipement de visioconférence de la salle Lacroux située à la MRV.

Les spécifications techniques des prestations sont décrites plus précisément au C.C.T.P.  
Les plans des espaces à équiper sont annexés au C.C.T.P.

#### **2.2 Procédure**

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

### **2.3 Allotissement**

Le présent marché est composé de deux lots comme suit :

Numéro de lot	Intitulé du lot	Codes CPV
Lot n° 1	Fourniture, installation et maintenance d'un dispositif complet de vidéo et audio de l'amphithéâtre 3 à la MRV	50312000 51310000 30237300 31711000
Lot n° 2	Renouvellement et maintenance de l'équipement de visioconférence de la salle Lacroux située à la MRV	50312000 51310000 30237300 31711000

### **2.4 Forme du marché**

Le présent contrat est un marché simple à forfait.

### **2.5 Tranches**

Le marché ne fait pas l'objet de tranches.

### **2.6 Prestations supplémentaires éventuelles**

Le marché ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

### **2.7 Variantes**

Le marché n'autorise pas la présentation de variantes.

### **2.8 Lieux d'exécution**

Maison de la Recherche et de la Valorisation, sur le Campus Rangueil-Paul Sabatier, 75 cours des Sciences, 31400 Toulouse.

## ARTICLE 3 : DUREE ET DELAIS

### 3.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

La maintenance prévue au présent marché a une durée d'un an (1) à compter de la mise en service des équipements, renouvelable trois (3) fois pour une durée d'un (1) an par tacite reconduction, sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans. La décision de non-reconduction devra intervenir deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

### 3.2 Délais d'exécution ou de livraison

Les délais de livraison des matériels ainsi que la durée d'installation et de mise en production sont ceux proposés par le titulaire dans son offre.

A titre indicatif et prévisionnel, la mise en œuvre et l'installation du système objet du lot n° 1 sont souhaitées avant la fin du mois de novembre 2025. La mise en œuvre et l'installation du système objet du lot n° 2 sont souhaitées pour la fin du premier trimestre 2026. Le planning pourra être discuté et ajusté avec le candidat sélectionné, en fonction des délais de livraison des équipements.

**A titre indicatif, la COMUE de Toulouse sera fermée durant deux semaines entre la fin décembre 2025 et le début du mois de janvier 2026. Les sites de la COMUE ne seront pas accessibles durant cette période et aucune intervention ne pourra avoir lieu.**

Le délai global d'exécution comprend la période nécessaire à la préparation des prestations telle que définie ci-après, l'approvisionnement des matériels, la livraison, l'installation et la mise en service des équipements. Il comprend aussi le repliement du chantier et le nettoyage des locaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-T.I.C.

## ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-T.I.C., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de décomposition des prix global et forfaitaire (CDPGF) ;
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310689/2021-04-01/>

**Notification** : En application de l'article 3. 1. du CCAG-TIC, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par la COMUE et de ses annexes au titulaire.

Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

## ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).



### **5.1 Adresse de livraison**

Maison de la Recherche et de la Valorisation, sur le Campus Rangueil-Paul Sabatier, 75 cours des Sciences, 31400 Toulouse.

### **5.2 Stockage, emballage et transport**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-T.I.C.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

### **5.3 Conditions de livraison**

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-T.I.C.

<b>ARTICLE 6 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>
--

### **6.1 Vérifications quantitatives**

Conformément aux stipulations de l'article 31 du C.C.A.G.-T.I.C., les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le pouvoir adjudicateur. Elles seront systématiquement mises en œuvre par le pouvoir adjudicateur préalablement à l'admission des prestations.

### **6.2 Vérifications qualitatives**

Conformément aux stipulations de l'article 32 du C.C.A.G.-T.I.C., les opérations d'installation et de vérification qualitative comprennent deux étapes que sont la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier qui s'effectuent conformément aux modalités suivantes :

#### **Mise en Ordre de Marche**

Par dérogation aux stipulations de l'article 29 du C.C.A.G.-T.I.C., le titulaire dispose de sept (7) jours ouvrés à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre

de marche des matériels ou logiciels. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

### **Vérification d'aptitude**

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est d'un (1) mois à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations de l'article 33 du C.C.A.G.-T.I.C. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

### **Vérification de Service Régulier**

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

Par dérogation aux stipulations de l'article 32.4 du C.C.A.G.-T.I.C., la durée des opérations de vérifications de service régulier est de vingt-et-un (21) jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de sept (7) jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

## **6.3 Décision après vérifications**

A l'issue des opérations de vérifications qualitative et quantitative, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 32 et 33 du C.C.A.G.-T.I.C.

## ARTICLE 7 : GARANTIES DES PRESTATIONS

Par dérogation aux stipulations de l'article 39.1 du C.C.A.G.-T.I.C., les prestations devront faire l'objet d'une garantie minimum de deux (2) ans, avec pour point de départ la date de la décision d'admission des prestations.

La garantie est assurée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 39 du C.C.A.G.-T.I.C. Elle comprend les pièces, la main d'œuvre et le déplacement. S'il y a lieu, les frais de transport aller/retour sont à la charge du titulaire.

## ARTICLE 8 : GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## ARTICLE 9 : AVANCE

Les conditions permettant le versement d'une avance prévues à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique ne sont pas remplies pour le présent marché.

## ARTICLE 10 : PRIX DU MARCHE

### **10.1 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro

### **10.2 Taux de TVA**

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur. Les évolutions du taux de TVA s'appliquent de plein droit sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

### **10.3 Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global et forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement, et conformément au cadre du prix global et forfaitaire annexé.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison. Les formalités douanières et les différentes assurances sont à la charge du titulaire du marché.

Les prix comprennent également le coût de la maintenance d'un (1) an renouvelable tacitement trois (3) fois, la garantie de deux (2) ans, et la formation de quatre (4) techniciens.

Les prix TTC sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les équipements.

#### **10.4 Modalités de variations des prix**

Les prix sont fermes et non-révisables sur la partie fourniture et installation des équipements de vidéoprojection et sont fermes la première année puis révisables annuellement à la date anniversaire de notification du marché sur la partie maintenance des équipements. Le titulaire devra formuler sa demande de révision au minimum un (1) mois avant la date anniversaire du marché. Passé ce délai la demande sera rejetée et les prix de l'année précédente continueront à s'appliquer jusqu'à la prochaine échéance de révision.

La révision entre tacitement en vigueur un (1) mois après la notification à la COMUE de la demande de révision de prix, sans observation de sa part.

La demande de révision de prix est adressée par courriel à l'adresse [marche@univ-toulouse.fr](mailto:marche@univ-toulouse.fr)

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

La demande devra comporter les annexes financières avec les prix révisés au format PDF. Le document rappellera l'objet et le numéro du marché, le mois « mois zéro », la formule de révision et devra être joint copie de la publication des indices sur laquelle s'appuie la révision.

Les prix sont révisés par application aux prix P0 du marché la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S_n / S_0)$$

- P1 : nouveau prix
- P0 : ancien prix
- Sn : dernier indice Syntec de référence connu
- S0 : indice Syntec de référence

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera la dernière valeur de l'indice connue au moment de la demande.

L'index de référence S, publié par la Fédération Syntec et Le Moniteur, est l'index **Indice Syntec**.

Aucun mécanisme de révision provisoire n'est prévu pour le présent marché.

La révision annuelle ne pourra pas être supérieure à 3% par rapport au prix de l'année précédente.

<b>ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>
--

**11.1 Acomptes et paiements partiels définitifs**

Aucun acompte ou paiement partiel définitif ne sera versé dans le cadre de ce marché.

**11.2 Présentation des demandes de paiement**

Les factures dématérialisées devront obligatoirement être déposées sur le portail Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret de la COMUE : 130 021 322 00016
---------------------------------------

Code service exécutant : 1005
-------------------------------

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-T.I.C. Elles sont adressées après « Service fait ».

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;

- La désignation de l'organisme débiteur
- La décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-TIC ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les autoentrepreneurs relevant du régime fiscal de la microentreprise).
- En cas de cotraitance :
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-T.I.C.

### **11.3 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD**

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1 du C.C.A.G.-T.I.C., lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées à 50€.

#### **ARTICLE 13 : ASSURANCES**

Par dérogation aux stipulations de l'article 9.2 du C.C.A.G.-T.I.C., le soumissionnaire est tenu de justifier avant la notification du marché qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-T.I.C., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Par dérogation à l'article 51 du C.C.A.G.-T.I.C., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements relatifs à la situation fiscale et sociale, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE

### **15.1 Différends et litiges**

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **15.2 Langue**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



<b>ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.</b>
---

Les dérogations aux C.C.A.G.-T.I.C., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 4 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-T.I.C.

L'article 6.2 déroge aux articles 29 et 32.4 du C.C.A.G.-T.I.C.

L'article 7 déroge à l'article 39.1 du C.C.A.G.-T.I.C.

L'article 12 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G.-T.I.C.

L'article 13 déroge à l'article 9.2 du C.C.A.G.-T.I.C.

L'article 14 déroge à l'article 51 du C.C.A.G.-T.I.C.